

[Texte]

Mr. Van De Walle: If I may follow up, this has all come about by, I suppose, not-so-wise lending by banks and not-so-wise spending. So we have a situation. You have suggested the forums, and certainly Canada is playing a role there, but let us get into the mechanics of it. Do you see banks writing off? How do you address that? It is very simple to say that there has to be debt reduction, but how do you do all this? What does the Canadian Labour Congress say? What is your position? What do you suggest should be done? It is so important to developing.

You talk about the social aspect. This plays a very important role. We know right here in Canada what our national debt does. Just think what it is doing among less developed countries. I would be very interested in that position.

• 1020

Mr. Campbell: I was not intending to come to this committee to talk about debt renegotiation. But the constraint is that Mexico is paying out something like \$11 billion U.S. in annual interest payments. That is an incredible drain on its resources. Mexico and other major Latin American countries are net exporters of capital to the developed world. I think it is morally a travesty that the developed world should be major exporters of capital to Canada and other industrialized countries.

Through a combination of things—stretching out the terms of repayment, support for interest rate caps, debt forgiveness, expansion of credit, expansion of special drawing rights as a form of credit, long-term capital from the World Bank—I think we can reduce the effect of drain and increase a flow of financial capital. This would be long-term, at reasonable terms, to allow countries the resources they need to develop.

I think there is a combination of ways. I do not think there is a simple solution. But I think this needs to be done on a global, multilateral basis. There is a need to sit down in forums to do it, not just leaving it to a piecemeal, country-by-country basis, letting the private banks take the lead all the time.

The Chairman: I appreciate the difficulty created by the elimination of the first and second terms of reference we sent you in the letter. The third question we put to you was: if Canada was going to be at the table, what should we be trying to achieve?

I appreciate that this was not a question you were ready to answer, in the sense that you do not think we should be at the table. So I do not want to ask you about the details of a negotiation strategy. But there is an argument put to us in theoretical economic terms, called the hub and spoke. This was put to us yesterday. We have read about it before. The argument is that if the U.S. is going to enter into a deal with Mexico—and that is an “if”—is it more in Canada’s

[Traduction]

M. Van De Walle: Si on en est là, je suppose, c’est que les banques ont prêté et dépensé peu judicieusement. Nous avons donc un problème. Vous avez proposé que le Canada joue un rôle au sein de certains organismes, mais parlons plutôt de l’aspect pratique du problème. Les banques devraient-elle à votre avis radier la dette? Comment régler le problème? Il est très simple de dire que l’on doit réduire la dette, mais comment va-t-on le faire? Que propose le Congrès du travail du Canada? Quelle est votre position? Qu’avez-vous à proposer? Cela est tellement important pour le développement.

Vous parlez de l’aspect social. Cela joue un rôle très important. Nous savons quels problèmes notre dette nationale pose ici au Canada. Pensez aux problèmes que cela peut poser aux pays moins développés. J’aimerais beaucoup savoir ce que vous en pensez.

M. Campbell: En venant comparaître devant votre comité, je n’avais pas l’intention de parler de la renégociation de la dette. Le problème, c’est que le Mexique verse annuellement en intérêts environ 11 milliards de dollars US, ce qui épuise incroyablement ses ressources. Le Mexique et certains autres grands pays d’Amérique latine sont exportateurs nets de capital vers les pays industrialisés. J’estime que moralement c’est une anomalie que les pays en voie de développement soient les principaux exportateurs de capital vers le Canada et d’autres pays industrialisés.

Grâce à une série de mesures combinées telles que rééchelonner la dette, imposer une limite maximale au taux d’intérêt, remettre la dette, augmenter le crédit, augmenter les droits de prélèvements spéciaux comme forme de crédit, le capital à long terme de la Banque mondiale—j’estime que nous pouvons réduire les conséquences de l’épuisement sur l’économie de ces pays et augmenter l’apport de capital financier. Il s’agirait donc de mesures à long terme, à des conditions raisonnables, qui permettraient à ces pays de disposer des ressources nécessaires pour se développer.

Je ne crois pas qu’il existe de solution unique, mais plutôt une combinaison de mesures qui doivent être prises à l’échelle mondiale, de façon multilatérale. Il faut discuter de ces questions au sein d’organismes internationaux, et non pas tout simplement négocier ces questions individuellement avec chaque pays et laisser les banques privées prendre les devants constamment.

Le président: Je comprends le problème découlant du fait que nous ayons éliminé les deux premières questions dans la lettre que nous vous avons fait parvenir. La troisième question que nous vous avons posée était la suivante: si le Canada participait aux négociations, quels objectifs devrait-il poursuivre?

Je comprends que vous ne soyez pas prêt à répondre à cette question, puisque vous estimez que nous ne devrions pas participer aux négociations. Je ne vous demande donc pas de nous parler d’une stratégie de négociation dans les détails. Mais on nous a fait valoir un argument sur le plan économique théorique, celui du réseau en étoile. C’est un argument qu’on a fait valoir devant notre comité hier. Nous avons lu à ce sujet auparavant. On dit donc que si les États-